



CONGO-SÉNÉGAL

Le président Diomaye Faye en visite lundi à Brazzaville

Le chef de l'Etat sénégalais, Bassirou Diomaye Faye est attendu le 2 février dans la capitale congolaise où il aura des entretiens avec son homologue congolais Denis Sassou N'Gusso. Les deux dirigeants vont échanger sur les dossiers de coopération touchant, entre autres, les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'agriculture sans oublier les derniers développements de l'actualité africaine et internationale.

Page 16



ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2026

Installation des médecins assermentés

Les trois médecins assermentés devant examiner la santé physique et mentale des candidats à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain ont été installés le 29 janvier à Brazzaville par le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki.

Page 5

ENTREPRENEURIAT

30 000 jeunes à former aux métiers du numérique



Les lauréats de la première cohorte honorés/DR

L'initiative Akieni Academy nourrit l'envie de former quelque 30 000

jeunes congolais aux métiers du numérique d'ici à l'an 2030. « La formation que nous proposons est différente de celle dispensée à l'université. Elle est orientée vers l'emploi et basée sur des projets concrets », a affirmé le responsable de cette initiative, Frédéric Nzé.

Page 8

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Le PRL soutient la candidature de Denis Sassou N'Gusso



Des participants à la 3^e convention nationale du PRL

Le Parti républicain et libéral (PRL) d'Antoine Thomas Nicéphore Fyl-la Saint-Eudes a tenu du 29 au 31 janvier à Brazzaville, sa troisième convention nationale à l'issue de laquelle il a annoncé son soutien à

la candidature du président Denis Sassou N'Gusso à l'élection présidentielle du mois de mars. Cette convention a coïncidé avec le 36^e anniversaire de la création de cette formation politique de l'opposition.

Page 6

Editorial

Axe Brazzaville-Dakar

Page 2

ÉDITORIAL

Axe Brazzaville-Dakar

Le Congo et le Sénégal. Voilà deux nations liées par l'histoire qui ont su, les cinquante-six dernières années, préserver leur amitié. Établies de part et d'autre, une forte communauté sénégalaise et une importante communauté congolaise œuvrent à la consolidation de ces liens à travers divers échanges.

Il est admis en revanche que Brazzaville et Dakar n'exploitent pas à fond les opportunités qu'offrent les potentialités de cette coopération au niveau institutionnel. L'agriculture, l'énergie, la formation, le commerce, les infrastructures, la défense et la sécurité sont les secteurs dans lesquels des pas concluants sont franchis sans pour l'instant être un exemple de la coopération sud-sud couronnée de grands succès.

La visite officielle qu'entame à Brazzaville, ce 2 février, le président Bassirou Diomaye Faye à l'invitation de son homologue Denis Sassou N'Guesso, est à placer dans la volonté de renforcer le cadre de coopération existant. Le 12 juin dernier, la mise en place à Dakar d'un Comité ad hoc actait l'engagement des gouvernements des deux pays à aller au-delà de la simple déclaration d'intention.

Les deux chefs d'Etat ont ainsi l'occasion de donner une nouvelle impulsion à l'axe Brazzaville-Dakar. Et en même temps porter un regard critique sur les affaires du monde. La persistance des conflits de toutes natures interpelle à un point où les dirigeants ont intérêt à trouver dans le dialogue permanent un allié susceptible de garantir la stabilité des institutions républicaines, assurer le développement de leurs pays ainsi que la protection de leurs peuples.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le comité central du PCT se dote des outils de travail

Réuni en session inaugurale le 27 janvier à Brazzaville, le comité central du Parti congolais du travail (PCT) a, entre autres, adopté son plan d'action pluriannuel 2026-2030, son programme d'activités 2026, le projet d'esquisse de budget exercice 2026, ainsi que le programme du parti.



Une vue des membres du comité central/DR

Le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, a rappelé que cette session a permis de structurer la vision politique du parti et de poser les balises de son action durant le quinquennat et de programmer les activités à mener au cours de l'année 2026. Selon lui, le principal défi pour l'année 2026 reste la réélection du candidat du parti, Denis Sassou N'Guesso à la magistrature suprême. « Voilà un premier test grandeur nature que le comité central issu du 6e congrès ordinaire est tenu de réussir. Réussir ce test voudrait dire assurer, comme promis, une victoire éclatante, dès le premier tour, au très Grand camarade Denis Sassou N'Guesso, notre candidat, notre champion. Cela requiert que le comité central relève le défi de la mobilisation populaire. Sans une mobilisation populaire, aucune victoire ne saurait être acquise », a-t-il réprécisé.

C'est ainsi que Pierre Moussa a invité les membres du comité central à aller au-devant des citoyens, les écouter, recueillir leurs espérances et répondre à leurs inquiétudes. « Le peuple doit sentir que le PCT est à ses côtés, qu'il est son bouclier. C'est ainsi que nous devons transformer l'élection présidentielle de mars 2026 en un moment de triomphe collectif », a prescrit le secrétaire général du PCT.

Concernant la vie du parti, il a rappelé que le congrès, qui en est l'instance suprême, a tracé les grandes orientations politiques, économiques, socio-culturelles et environnementales qui doivent guider l'action du PCT dans les années à venir. De ce fait, il revient au comité central, instance de direction entre deux congrès, la lourde responsabilité de traduire ces orientations en réalités tangibles. « C'est dire que le comité central a une mission

cardinale à assumer, à l'issue de ce congrès. Il doit assurer la mobilisation des militants, œuvrer au renforcement de l'unité et de la discipline qui font la force de notre organisation. Il doit veiller à la formation des membres du parti, à la vitalité et à l'efficacité de ses structures. Le comité central doit suivre et évaluer l'action du parti ainsi que la mise en œuvre des politiques publiques inspirées du programme du parti, ce, pour lui permettre de demeurer fidèle à ses engagements envers le peuple », a rappelé Pierre Moussa.

D'après lui, la base militante du parti et le peuple congolais tout entier les observent et attendent que les résolutions du congrès se traduisent en actes concrets. D'où l'impératif pour le comité central d'être à la hauteur de cette attente. « Il doit incarner la volonté du congrès en maintenant le cap fixé et en adaptant nos stratégies aux évolutions du contexte national et international, afin que chaque action du parti soit guidée par l'intérêt supérieur du peuple », a-t-il martelé, appelant chacun des membres du comité central à prendre la pleine mesure de cette responsabilité historique.

Le secrétaire général du PCT a, enfin, insisté sur la nécessité d'agir avec détermination dans l'unité, la cohésion, la discipline et la solidarité, pour que leur parti demeure la force motrice du progrès, de la justice sociale et de la paix dans le pays.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (chefe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza,
Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi,
Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Une « Déclaration d'engagement » pour soutenir la candidature de Denis Sassou N'Gusso

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), président par intérim de la majorité présidentielle, Pierre Moussa, a annoncé le 29 janvier à l'occasion de la cérémonie d'échange de vœux de nouvel An, la signature, très bientôt, d'une Déclaration d'engagement pour le soutien à candidature du président Denis Sassou N'Gusso, à l'élection présidentielle du 15 mars prochain.

Le 6e congrès ordinaire du PCT a investi solennellement le président de son comité central, par ailleurs président de la Majorité présidentielle, pour porter l'étendard de cette famille politique au prochain scrutin. « Cette ambition légitime du PCT est aussi celle des autres forces de la Majorité présidentielle. En effet, cette coalition politique s'active autour de la candidature de son chef, le président Denis Sassou N'Gusso. Elle est dans un processus d'affinement de son organisation dont le point culminant est la signature, très bientôt, d'une Déclaration d'engagement pour le soutien cette candidature », a-t-il annoncé.

En effet, sauf changement, la signature de cette déclaration interviendra ce 2 février à Brazzaville à l'auditorium du siège national du PCT.

C'est ainsi que Pierre Moussa a appelé l'ensemble des cadres, militants et sympathisants du PCT, des autres forces de la Majorité présidentielle ainsi que toutes les forces éprises de progrès à se mobiliser, sans réserve, derrière la candidature du président Denis Sassou N'Gusso. « Cette mobilisation doit se faire dans la paix. C'est pourquoi, je vous invite à redoubler de vigilance face aux actions nocives des ennemis du Congo et leurs valets locaux », a-t-il appelé.



Pierre Moussa entouré des membres du secrétariat permanent du PCT

S'adressant aux membres du PCT, il a salué les performances ayant permis d'atteindre, pour l'essentiel, les objectifs stratégiques que le comité central s'était fixés pour le mandat dernier. Selon lui, l'engagement sans faille, la fidélité aux idéaux du Parti, l'ardeur au travail et le sens de responsabilité des cadres, militants, sympathisants du parti et de ses unions catégorielles ont contribué à construire ses belles victoires, portant ainsi haut cet instrument de lutte politique. « L'année 2026, que nous venons d'entamer, ouvre un nouveau quinquennat. Le programme du PCT consacre les cinq prochaines années comme une période dont les enjeux prioritaires requièrent, pour le Parti,

d'incarner les aspirations profondes du peuple. Cela implique d'appuyer le gouvernement, à travers une contribution efficace à l'élaboration des politiques publiques et un suivi régulier de leur mise en œuvre », a rappelé le secrétaire général du PCT.

Un bilan positif

Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de poursuivre et de renforcer la dynamique à la base des succès du parti en ayant toujours chevillées au corps l'unité, la cohésion, la discipline et la solidarité. Ces valeurs qui ont été notre boussole hier, doivent, a-t-il renchéri, continuer de l'être aujourd'hui pour que le challenge de mars 2026, l'élection présidentielle, soit brillamment gagné par le

PCT.

S'exprimant au nom des cadres, militants et sympathisants du PCT, de ses Unions catégorielles, ainsi que de la Majorité présidentielle, le secrétaire permanent, chargé de l'administration et des archives, Benoît Alangamoye-Bakary, a salué l'engagement indéfectible de Pierre Moussa à hisser le parti à la hauteur des défis actuels. Faisant le bilan du parti, il a rappelé qu'au cours de ces six dernières années, le PCT s'est vu, entre autres, dynamiser par le renouvellement des fédérations, des comités, des sections et des cellules, par le renforcement de l'implantation du Parti sur l'ensemble du territoire national, ainsi que par la restructuration de ses unions catégorielles au plan

national. De même, l'unité, la cohésion et la discipline au sein du Parti se sont fortement consolidées. « L'action publique a été rigoureusement suivie, comme en témoignent plusieurs échanges organisés entre le Parti et le gouvernement autour des problématiques d'intérêt national. Galvanisés par votre engagement indéfectible à hisser le Parti à la hauteur des défis actuels, nous vous réaffirmons avec ferveur, notre entière disponibilité et notre ferme détermination à œuvrer pour le triomphe des idéaux de notre Parti, au moment où se profile un événement présidentiel de mars 2026 », a rappelé Benoît Alangamoye-Bakary.

Parfait Wilfried Douniama

LE FIN MOT DU JOUR

À l'heure du bilan

Entre Congrès et Convention, les formations politiques livrent depuis quelque temps leurs rapports de fin d'exercice dans la perspective d'un nouveau départ à la veille de l'élection présidentielle de mars prochain.

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), comme le Parti congolais du travail (PCT), ont tenu leurs congrès respectifs en fin d'année dernière. À l'issue de ces assises, les deux partis ont annoncé des choix qui ne remettent pas en cause leur volonté de poursuivre le combat politique pour lequel ils ont été créés : cap sur la présidentielle pour le PCT, grand bon pour l'Upads qui a décidé, ainsi qu'elle l'avait fait en 2021, de ne pas présenter de candidat misant sur les législatives de 2027.

Qu'en est-il du Parti républicain et libéral (PRL) réuni en Convention nationale du 29 au 31 janvier à Brazzaville ? À l'ouverture des travaux, son principal dirigeant, Thomas Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes, a presque marché sur des œufs. Ministre depuis dix ans, l'une des « révélations » de la Conférence nationale souveraine de 1991 revendique toujours son ancrage à l'opposition tout autant que son engagement socio-libéral.

Dans une certaine mesure, il compose avec ses partenaires socio-démocrates du PCT sur un principe censé guider l'action de tout leader politique visionnaire : œuvrer à l'émancipation de son pays et au bonheur de ses concitoyens. En termes de bilan, sur la décennie écoulée, son discours est fort nuancé. Il faut résumer le tout par cette formule médiane : « On pouvait mieux faire ». Doit-on comprendre que le PRL prend ses distances ? Serait-il sur le point de ne plus faire équipe ?

Il est encore tôt de le dire d'autant plus que le président du PRL avise être disposé à « proposer, débattre, rassembler, servir ». En un mot et sans être un devin pour tout savoir de ce qui occupe sa pensée profonde, Nick Fylla confesse : « J'assume ma participation au gouvernement ces dix dernières années, je ne me prive pas de dire ce que je pense du bilan collectif, je voudrais pour la suite que l'on tienne compte des idées que je porte ».

Et son choix pour le scrutin des 12 et 15 mars ? La continuité avec le candidat de la majorité Denis Sassou N'Gusso ou non ? C'est oui !

Gankama N'Siah



Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

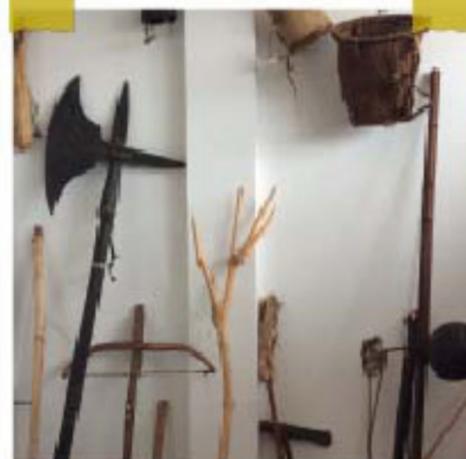
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

PRÉSIDENTIELLE 2026

Trois médecins assermentés vont délivrer des certificats médicaux aux candidats

Le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a installé, le 28 janvier à Brazzaville, le collège de trois médecins assermentés pour examiner la santé physique et mentale des candidats à l'élection présidentielle du 12 et 15 mars 2026.

A la suite de la décision portant le numéro 001/DDC/EL/PR/26 du 27 janvier 2026, le Pr Donatien Moukassa, médecin pathologiste, et les Drs Casimir Mabango, médecin anesthésiste-réanimateur, ainsi que Tania Nganga, médecin généraliste, ont été désignés par la Cour constitutionnelle pour constater l'état de santé physique et mentale des candidats aux fonctions de président de la République, scrutin du 12 et 15 mars 2026.

A l'issue de l'examen de ces candidats, un certificat médical leur sera délivré par ces médecins assermentés pour affirmer l'état

de santé de chacun. L'initiative est reconnue par la Constitution du 25 octobre 2015. « *La Cour constitutionnelle intervient aussi bien avant que pendant et après le déroulement de l'élection du président de la République* », a rappelé Auguste Iloki.

De même, la loi électorale en son article 48 stipule que tout candidat à l'élection présidentielle doit faire une déclaration de candidature légalisée comportant, entre autres, un certificat médical délivré par un collège de trois médecins assermentés désignés par la Cour constitutionnelle. Face à

ces médecins, le président de la Cour constitutionnelle a insisté afin qu'ils mettent en œuvre leur impartialité, le serment d'Hippocrate, le code de déontologie des professionnels de santé et leur professionnalisme.

Rappelons que le dépôt des dossiers de déclarations de candidatures à l'élection présidentielle s'est ouvert le 29 janvier et sera clos le 12 février 2026. C'est à ces mêmes dates que ces médecins assermentés vont recevoir ces candidats de dix heures à quatorze heures au siège de la Cour constitutionnelle.

Fortuné Ibara

« La Cour constitutionnelle intervient aussi bien avant que pendant et après le déroulement de l'élection du président de la République »

LEKOUMOU

La population s'engage à préserver la paix

Lors des échanges avec les forces vives de l'ensemble des districts du département de la Lekoumou, la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, porte un message de la paix. La population promet de jouer sa partition pour la préserver.

Dans les districts de Sibiti, Bambama, Zanaga, Komono, Mayéyé, la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa a entamé le 26 janvier une tournée qui prendra fin le 3 février. Le maître-mot de son discours : la paix. « *Il faut préserver la paix pour toujours vivre dans la quiétude. Les parents doivent conscientiser les enfants, parce que les jeunes ne doivent pas verser dans la violence ou dans le grand banditisme. Ils doivent bannir les comportements déviants pouvant troubler la paix et l'ordre public* », a-t-elle déclaré avec insistance.

Suivre la voie tracée par les sages

En messagère de la paix, la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire a appelé l'ensemble de la population de la Lekoumou à suivre le chemin indiqué par les sages et les notabilités traditionnelles du département. En effet, lors de l'inauguration de



Chaleureux accueil de la ministre par la population/Adiac

l'hôpital général de Sibiti, en novembre dernier par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, les sages et les notabilités traditionnelles de la Lekoumou avaient mis un accent particulier sur la préservation de la paix dans le pays.

À cette occasion, ils avaient remis au chef de l'État les symboles ancestraux de commandement, notamment le balai traditionnel, la queue de buffle, la sagaie et une chaise royale avec l'insigne du Léopard symbolisant, selon eux, le pouvoir immortel de l'univers qui rend invulnérable et invincible. « *Le léopard use de la sagesse dans le*

commandement. Veillez en tout temps au bien-être du peuple congolais. Aussi longtemps que nos ancêtres vous donneront la force, nous vous soutiendrons », avaient déclaré les sages en renouvelant leur confiance au président de la République. « *Ici dans la Lekoumou, nous ne devons pas faire le contraire de ce que les sages ont dit* », a souligné la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa dans les localités visitées. Une même consigne qu'elle entend donner dans d'autres localités qui vont l'accueillir. Le message de paix relayé ne tombe visiblement pas



La ministre délivrant le message de paix au village Kolo/Adiac

dans les oreilles des sourds. « *Nous avons bien compris ce que la ministre nous a dit. Nous prenons l'engagement de toujours vivre en paix car sans elle, il sera difficile pour nous de développer les activités champêtres ou commerciales qui nous permettent de nous prendre en charge* », a déclaré Cyprien Nzondo, un des mobilisateurs des jeunes du village Mambouana pour cette cause.

Les dates

À quelques semaines de l'échéance électorale, la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa a rafraîchi la mémoire de la po-

pulation de la Lekoumou sur les dates relatives à la présidentielle qui pointe à l'horizon. « *Pour l'élection présidentielle, la campagne aura lieu du 28 février au 13 mars. Le vote est prévu le 12 mars pour les agents de la Force publique et 15 mars pour les civils* », a-t-elle rappelé.

Dans cette tournée qui se poursuit, la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire n'y va pas les mains vides. Au-delà du message de paix, elle aussi porteuse des vivres et non vivres au bénéfice des communautés tant bantous qu'autochtones.

Rominique Makaya

VIE DES PARTIS

Le PRL assume ses choix politiques

Le Parti républicain et libéral (PRL), a ouvert, le 29 janvier à Kintélé, sa 3e convention nationale, couplée aux festivités marquant le 36e anniversaire de sa création sur le thème : « Liberté individuelle, politique et justice au service d'une République du partage ». Dans son discours, le président de ce parti politique de l'opposition, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, a abordé plusieurs points, et a profité pour donner son opinion sur sa qualité de membre du gouvernement alors que son parti est de l'opposition.

Devant une foule des militants du PRL, et de plusieurs responsables des partis politiques alliés, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a été clair en évoquant son appartenance au gouvernement. Laquelle appartenance lui vaut des critiques. Pour lui, il s'agit d'un choix politique responsable pour lequel il assume toute la responsabilité devant l'histoire. Il a estimé qu'il est important de participer au débat afin de contribuer à l'avancement du pays.

« Certains ont porté un jugement péjoratif à l'opposé d'un jugement amélioratif sur notre engagement. Mais nous avons assumé les conséquences de nos décisions. Nous avons vertueusement accepté de faire des compromis. Nous assumons pleinement les lignes directrices et orientations engagées par le président de la République et le bilan de notre participation », a-t-il souligné.

Parlant de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochains, le président du PRL



Une vue des participants/Adiac

a enjoint les participants à la convention de réfléchir sur la question, afin de procéder au choix d'un candidat capable de porter encore plus haut l'avenir politique et socioéconomique du Congo. « Chers camarades, nous sommes à un tournant décisif pour notre parti. Dans quelques semaines, notre pays

entrera en campagne présidentielle. Les 12 et 15 mars prochain, les Congolais feront un choix. Un choix pour leur avenir. Un choix pour notre République. Et vous le savez : le PRL n'a jamais fui ses responsabilités. Nous avons des valeurs et nous ne les trahirons pas. Nous continuerons

à les assumer sans atermoiement, ni hésitation », a-t-il renchéri.

Le Congo a réalisé des avancées, mais beaucoup reste à faire

Sur le plan économique, bien qu'il soit membre du gouvernement, Antoine Nicéphore Tho-

mas Fylla Saint-Eudes a reconnu quelques avancées enregistrées, mais estime que de gros efforts doivent encore être fournis. Selon lui, même si le pays est sur le bon chemin, mais cette croissance économique ne profite pas encore au plus grand nombre. Il a dénoncé, entre autres maux persistants : le déficit d'électricité, les pénuries de carburant, l'accès insuffisant à l'eau potable, et un taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés. « Ce n'est pas le rêve congolais. Ce n'est pas la République que nous voulons parce que le Congo dispose de toutes les ressources nécessaires tant humaines que naturelles pour réussir », a-t-il indiqué.

Les travaux de la troisième convention du PRL ont été lancés en présence des représentants des partis alliés, dont le Parti pour l'unité et la République (Club 2002-Pur), Parti congolais du travail, de la Dynamique républicaine pour le développement et l'Union des démocrates humanistes (Udh-Yuki).

Firmin Oyé

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'Upads se projette vers les législatives et locales de 2027

Le Conseil national de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), a lors de sa récente session inaugurale, adopté le programme d'activités du secrétariat national pour l'année 2026 et le budget du parti, exercice 2026, visant, entre autres, la préparation des élections législatives et locales de 2027.

Le programme d'activités de l'Upads comporte huit perspectives. Il vise également à renforcer l'image, la visibilité et la crédibilité du parti ; à renforcer l'encrage local du parti, la proximité avec les militants, et les bonnes relations avec les partenaires ; améliorer les capacités de mobilisation, de gestion et d'utilisation des ressources financières, matérielles et patrimoniales du parti. Les autres objectifs sont : assurer le pilotage effectif de l'exécutif du parti ; moderniser et renforcer la communication interne et externe du

parti, ainsi que son fonctionnement organisationnel ; asseoir une culture organisationnelle rigoureuse, performante et axée sur les résultats au sein du parti.

Le Conseil a aussi élu le bureau politique, les membres de la commission nationale de contrôle, d'évaluation et d'éthique et pris acte de la nomination des membres du comité d'honneur et de ceux du secrétariat national. Ainsi, une commission de contrôle, d'évaluation et d'éthique de neuf membres, dirigée par Joseph Adam Boussou Diangou, a été

mise en place. Le secrétariat national est, quant à lui, composé de 18 membres, dont Jeremy Sylvain Mehedi Lissouba est secrétaire général. Composé de neuf membres, le comité d'honneur est présidé par Pascal Gamassa.

Les participants ont, par ailleurs, pris une délibération portant régime des cotisations statutaires de l'Upads. « Le financement régulier, transparent et autonome de l'Upads constitue l'un des fondements essentiels de son indépendance, de sa crédibilité démocratique et de

son efficacité organisationnelle. Afin de garantir la pérennité de ses actions et l'équité entre ses membres, l'Upads se dote d'un régime de cotisations statutaires clair, équitable, harmonisé et soutenable pour l'ensemble de ses membres, en tenant compte de la diversité des responsabilités exercées au sein des différentes structures du parti », ont-ils mentionné dans le communiqué final.

Selon le parti de l'ancien président de la République, Pascal Lissouba, ce régime qui comporte six titres vise à garantir l'autonomie financière du parti, en assurant une source stable des ressources propres ; responsabiliser les cadres dirigeants, en mettant en cohérence le niveau de contribution avec les responsabilités assumées. Il s'agira également d'encourager l'inclusion et la participation de la base militante, avec des cotisations accessibles et proportionnées ; de renforcer la transparence et la traçabilité des flux financiers, conformément aux bonnes pratiques de gouvernance des organisations politiques modernes ; d'assurer un

financement pérenne des activités du parti ; harmoniser les pratiques financières du parti, à travers tout le territoire national et à l'étranger.

Le président du Conseil national de l'Upads, Pascal Tsaty-Mabiala, a rappelé que le point névralgique de cette session, a été la recherche des fonds nécessaires pour financer les activités d'animation et de fonctionnement du parti aux niveaux national, intermédiaire et à la base. « Le budget et le programme d'activités que nous nous sommes imposés constituent le cadre pratique et programmatique de notre travail. Prenons-en conscience et travaillons-y avec abnégation. À l'évidence, le travail envisagé ne saurait se réaliser sans la participation et l'accompagnement de tous, surtout en votre qualité de contrôleurs du parti. À ce titre, votre rôle est non seulement d'exercer le contrôle sur l'action de l'exécutif, mais aussi de l'aider à sensibiliser les militantes et militants, à respecter les engagements pris ensemble », a exhorté le chef du parti.

Parfait Wilfried Douniama



Des membres et participants de l'Upads/Adiac

ENERGIE

Début des études du barrage hydroélectrique de Kitéké

Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, a lancé le 28 janvier, l'atelier de lancement des études de construction de la centrale hydroélectrique de Kitéké, situé à proximité de la Loufoulakari, dans le département du Pool.

Regroupant les représentants des différents ministères concernés ainsi que les responsables des sociétés Lincoln et China Energy, cette rencontre a été marquée, entre autres, par la présentation du projet et du planning des études, ainsi que de la durée estimative des travaux.

Présentant succinctement le projet, le directeur général de l'énergie, André N'keye, a rappelé que le site à exploiter à une hauteur de chute brute de 8 mètres, entre une côte amont à 233 mètres et une côte aval à 225 mètres.

Le projet est conçu, a-t-il expliqué, pour turbiner un débit d'équipement exceptionnel de 10 000 mètres cubes par seconde. La combinaison de la hauteur de chute et du débit colossal équipé permet d'envisager une puissance installée d'environ 510 Mégawatts (MW). « Cette capacité représente un accroissement substantiel de la puissance installée actuelle de notre pays, de quoi alimenter des centaines de milliers de foyers et de nombreuses industries. Le projet Kitéké se présente comme un aménagement de grande envergure, exploitant de manière ingénieuse et robuste la force



Le ministre Emile Ouosso lançant les travaux; les partenaires/DR

du fleuve Congo », a-t-il indiqué, précisant que sa conception en fait un projet optimisé, avec un impact maîtrisé sur son environnement direct.

En effet, pour sa mise en oeuvre, il prévu d'étudier en détail la géologie, le modèle de barrage et de canal, le choix technologique des

turbines adaptées à une faible chute et à un fort débit, les impacts et les mesures d'atténuation, ainsi que le raccordement au réseau électrique national.

Le groupement Lincoln/China Energy à la manœuvre

Les directeurs généraux des so-

ciétés Lincoln et China Energy se sont montrés plus que confiants quant à leurs capacités de mener à bien ce projet. « Ce projet, aura trois volets : la conception, l'achat et la construction. Nous faisons non seulement les études, la construction et la fabrication, mais aussi apportons l'investissement, donc le financement », a rassuré le directeur général de China Energy, Feng Chao dont la société a construit la centrale hydroélectrique de Liouesso, dans la Sangha.

Lançant l'étude, le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique a précisé que la République du Congo dispose des capacités prouvées de 27 000 MW de potentiel, dont seulement 2 % sont utilisées. « Comme potentialités au sud de Brazzaville, il y a Kitéké (510 MW) qui est à 35 km, donc facile de construire une ligne de 400 KV sur 35 km pour régler définitivement le problème de Brazzaville et pourquoi pas une bonne partie du problème de Kinshasa. Nous avons aussi Toula 535 MW, Linzolo 555 mégawatts, Mbandza-Ndounga en étude 630 MW, Kiniangui 750 MW et Kilanga 1310 MW », a

rappelé Emile Ouosso.

Selon lui, tous ces projets ne consistent pas à faire des barrages. Il s'agit, a-t-il détaillé, de faire des dérivations qui sont des technologies plus faciles, des tranchées à l'air libre qui font couler l'eau sur hauteur de 8 m pour Kitéké. « Nous avons privilégié mettre ce projet parce qu'il est près de la ville de Brazzaville, pour régler les problèmes d'énergie au niveau de la Zone économique spéciale et tous les projets d'envergure qui y sont prévus autour de la capitale. Pour Sounda, nous sommes en train de faire réaliser l'étude de la ligne Pointe-Noire-Brazzaville par le financement de l'Union européenne; une ligne de 400 KV utilisable aussi en 250 KV. Cette ligne passe par Souda, et quand Souda sera construit, il restera plus qu'à le connecter à cette ligne », a fait savoir le ministre.

Selon le planning établi, le début des travaux est prévu pour juillet-août 2027. C'est ainsi que le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique a souhaité que le groupement Lincoln/China Energy soit bien formalisé et solidifié.

Parfait Wilfried Douniama

INDIST

Les cadres et agents renforcent leurs capacités sur l'archivage numérique

L'institut national de documentation et d'information scientifiques et technologiques (Indist) a organisé du 28 au 30 janvier un séminaire portant sur la maîtrise de l'archivage numérique et la gestion des salles multimédias. Cet atelier a connu la participation de plusieurs cadres et agents des instituts sous tutelles du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique.

Avec pour objectif de se renforcer dans les techniques de documentations modernes, les séminaristes ont, au cours de cet atelier de trois jours, pu s'approprié les outils nécessaires pour l'archivage numérique afin de pouvoir mettre sur pied une base de données numériques pour l'ensemble des recherches. La formation a porté, entre autres, sur la connaissance des cycles de vie d'un document, ses typologies, les méthodes de classement, le passage de l'archivage physique au numérique et aussi la gestion technique d'une salle multimédia qui devrait être mis en service à la fin de ces travaux.

En commentaire à la fin de ce séminaire, le directeur de cabinet du ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Aimé Christian Kayath, a rappelé aux participants sur l'im-

portance stratégique du numérique dans la conservation de l'information et de la modernisation des espaces de travail. « Les connaissances acquises ici ne doivent pas rester théoriques, mais sont appelées à être mises en pratique afin d'améliorer durablement l'organisation, l'accessibilité, la sécurité de nos données ainsi que l'efficacité de nos infrastructures multimédias », a-t-il indiqué.

Il a, par ailleurs, demandé aux agents, cadres et chercheurs de ce séminaire à plus de professionnalisme dans ce domaine afin de pouvoir valoriser l'Indist. Une recommandation a été faite dans le même sens par les séminaristes pour garantir l'avenir de l'archivage numérique au niveau national. Il s'agit de créer une plateforme des participants pour l'archivage



Les séminaristes/Adiac

électronique, de former le personnel de la recherche et des autres institutions sur les métiers de la documentation. Les agents ont aussi appelé à faciliter et assurer la numérisation des documents des différentes structures de re-

cherche, enfin d'élaborer et publier une loi qui encadre et oriente la gestion et le traitement des archives au Congo. Rappelons que l'indist a pour mission au sein du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technolo-

gique de concevoir la politique nationale en matière de documentation scientifique et d'assurer la collecte, le traitement, le classement et la diffusion des informations scientifiques et technologiques.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

ENTREPRENEURIAT

Akieni Academy veut former 30 000 jeunes aux métiers numériques

Les journées Akieni Academy se sont tenues les 29 et 30 janvier à Brazzaville, mettant en lumière les premiers résultats concrets de cette initiative dédiée aux métiers du numérique. À travers ce programme, Akieni Academy s'affirme comme un levier stratégique de la transformation digitale du Congo.

Entre restitution des travaux de la première cohorte et lancement officiel de la promotion 2026, les journées Akieni Academy ont tenu leur pari de mobilisation autour de l'innovation et de l'employabilité des jeunes. Étudiants, entrepreneurs, responsables institutionnels et membres du gouvernement s'y sont retrouvés pour célébrer la fin de la première cohorte de l'académie et donner le coup d'envoi de la nouvelle promotion.

Portée par une vision résolument pratique, Akieni Academy entend répondre aux besoins réels du marché du travail numérique. « La formation que nous proposons est très différente de celle dispensée à l'université. Elle est orientée vers l'emploi et basée sur des projets concrets », a expliqué son directeur général, Frédéric Nzé. Sur les 1 800 candidats ayant postulé à la première cohorte, seuls 100 ont été retenus et 35 ont mené la formation à son terme. Un parcours exigeant, mais déjà porteur de résultats, puisque près de la moitié des lauréats sont aujourd'hui en emploi au sein d'Akieni Academy.

La deuxième cohorte, officiellement lancée à cette occasion, ambitionne de former environ

400 jeunes sur une période de six à neuf mois, parmi les 4 000 à 6 000 candidats attendus. Les formations couvrent plusieurs métiers clés du numérique, notamment l'ingénierie informatique, le développement d'applications, le design, la data science ou encore l'analyse des systèmes d'information.

Au-delà de l'employabilité locale, Akieni Academy poursuit un objectif stratégique de long terme de former 30 000 jeunes aux métiers du numérique d'ici 2030 et positionner le Congo comme un acteur de l'exportation de compétences digitales. « Tous ces jeunes ne seront pas absorbés par l'économie nationale. Comme au Maroc ou en Inde, nous voulons qu'ils travaillent depuis le Congo sur des projets destinés à des entreprises étrangères, afin de générer des devises », a souligné Frédéric Nzé, insistant également sur l'importance de la maîtrise de l'anglais, langue incontournable des sciences et du business.

Les projets présentés par les académiciens témoignent du caractère opérationnel de la formation, à savoir : applications développées pour une fondation gabonaise, solutions biométriques pour la CNSS, outils de veille de l'information sur les



Les lauréats de la première cohorte honorés DR

réseaux sociaux, ou encore projets dans les secteurs de l'assurance et de la banque. Autant de réalisations qui illustrent le potentiel de cette jeunesse formée à une innovation utile. Pour la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Belinda Ayessa, « le numérique permet de structurer et d'anticiper l'imprévisible ». Elle a salué l'engagement des partenaires ayant soutenu ces programmes gratuits, rappelant que « la véritable richesse des nations réside désormais dans la densité de talents structurés ».

Des parcours inspirants et un appel aux femmes

Parmi les lauréats, Esther Mban s'est dite fière de son parcours, tout en regrettant la faible représentation féminine. « Le numérique n'a pas de genre. J'invite les femmes à s'y engager, car nous avons les mêmes capacités et les mêmes formations », a-t-elle affirmé. Même satisfaction chez Négociateur Abed Pasteur Apipi Bouya, business system analyst, qui voit dans cette formation un tremplin pour contribuer à des projets structurants, notamment dans le e-banking et la gestion assurantielle.

Ouvrant les travaux de la confé-

rence, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, a replacé Akieni Academy dans une vision plus large de souveraineté technologique. « Former nos jeunes aux métiers du numérique n'est pas un choix accessoire, c'est un impératif politique national », a-t-il déclaré, insistant également sur l'importance de la protection des données personnelles à l'ère du tout digital. Pour lui, Akieni Academy incarne l'avenir numérique du Congo.

Fiacre Kombo

FORMATION

Les jeunes femmes bénéficient d'un coaching sur l'éducation financière

Les plateformes Les jeunes cadres et la Fondation Lezie Biziki ont organisé du 30 au 31 janvier au Foyer de la femme dans le 8e arrondissement de Brazzaville, Madibou, la deuxième cohorte de formation sur l'éducation financière et le training en branding personal au profit des femmes et jeunes filles mère.

L'initiative des jeunes cadres et de la Fondation Lezie Biziki a eu un écho positif auprès des femmes de Madibou. Près d'une cinquantaine d'entre elles ont bénéficié gratuitement des connaissances dans des filières liées aux métiers du numérique.

Organisé sur le thème : « Initiation à l'éducation financière et traïding en branding personal », cet atelier a remué les différentes compétences qui somnolent chez les jeunes filles mère qui sont pour la plupart sans emploi et en situation de précarité. Durant deux, les participantes ont été formées des experts sur le E-commerce, le marketing de soi, l'éducation financière et la santé mentale.

Le président de l'association « Les Jeunes cadres », Florian Koulimaya a salué l'engagement et le dynamisme de ces jeunes femmes qui se sont mobilisées pour cette formation afin de garantir leur avenir et devenir des



Les participantes et les organisateurs de l'atelier/Adiac

actrices de développement économique dans leur communauté respectives ainsi qu'au profit de la société, en général. « Lorsqu'une femme manque de repère, de résilience et d'opportunité, c'est l'ensemble de cellule fa-

miliaire voire communautaire qui en subit les conséquences. Beaucoup d'entre vous sont appelées à évoluer dans le secteur informel mais pour cela, il est indispensable de bénéficier des outils qui vous permettrons

de gagner en autonomie afin d'impacter positivement notre pays », a déclaré Florian Koulimaya.

Selon Lezie Biziki, présidente de la fondation éponyme, cet atelier est une opportunité essentielle

pour les bénéficiaires puisqu'il s'inscrit dans les priorités nationales en matière d'inclusion sociale, d'entrepreneuriat féminin et de promotion des dividendes démographiques.

L'une des bénéficiaires de cette session a loué l'initiative et a souhaité qu'elle se pérennise. « Je suis très heureuse d'avoir participé à cette formation. Auparavant nous utilisons nos smartphones et réseaux sociaux pour des futilités au moment où se sont de véritables niches financières. A partir de maintenant, j'ai un autre regard sur moi car j'avais du mal à valoriser mes connaissances et mon identité professionnelle », a-t-elle indiqué.

Notons que cette initiative vise à compléter les formations professionnelles en coupe-couture, coiffure et hôtellerie, offertes à ces dernières grâce à la fondation Lezie Biziki.

Rude Ngoma

ACTIONS SOCIALES

Renforcer l'assistance aux personnes vulnérables grâce au RSU

Réunis les 27 et 28 janvier à Brazzaville, les acteurs de la protection sociale et de la gestion des risques ont examiné le rôle du Registre social unique (RSU) dans la préparation et la réponse aux inondations au Congo, avec un accent particulier sur les quartiers à risque de Talangai, dans le sixième arrondissement de la capitale.

L'atelier sur la préparation et la réponse aux inondations en République du Congo a mis en lumière l'importance du RSU comme outil central de ciblage des populations vulnérables en situation post-crise. Cette rencontre a permis de renforcer la réflexion sur les mécanismes d'anticipation et de réponse sociale face aux catastrophes naturelles.

Intervenant au cours des échanges, Hugues Saturnin Kibangu, responsable des registres, s'est appuyé sur l'exemple des zones inondables du sixième arrondissement de la capitale. Selon lui, l'Unité de gestion du Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) a identifié cinq quartiers particulièrement exposés aux inondations : 601-Mpila, 602-Intendance, 603-Textaco Tsiémé, 604-Fleuve Congo et 605-Joseph Ngobali.

Dans ces zones à risque, plusieurs activités ont été planifiées afin de renforcer la prise en charge sociale des populations vulnérables. Il s'est notamment agi d'organiser des réunions techniques avec les



Les échanges sur le RSU/Adiac

parties prenantes, de mener des campagnes de sensibilisation auprès des autorités locales et des potentiels bénéficiaires, ainsi que de collecter et mettre à jour les données issues du RSU.

Le processus a également inclus la production d'actes de naissance, de cartes nationales d'identité et de numéros d'identification unique, indispensables à l'identification des bénéficiaires. Cette étape a été complétée

par la collecte de données d'enquête sociale et la catégorisation des ménages à travers le Proxy Means Test, permettant d'identifier les ménages très pauvres éligibles à une allocation sociale d'appoint (ASA). Les données collectées ont ensuite été migrées vers le Registre général des bénéficiaires, suivies d'actions de sensibilisation à l'ASA et du paiement d'un montant symbolique à un échantillon de bénéficiaires à

titre de test.

Pour Hugues Saturnin Kibangu, le RSU constitue un outil stratégique mis en place par le gouvernement, à travers le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire. « L'objectif est d'enregistrer l'ensemble des personnes vulnérables qui sollicitent une prestation sociale, afin que toutes les demandes soient centralisées », a-t-il expliqué.

Dans le cadre de cet atelier, les participants ont également réfléchi à la mise en place d'un système d'alerte précoce adossé au RSU. Une telle approche permettrait d'identifier rapidement les populations vivant dans des zones à risque d'inondation et de leur fournir une assistance sociale ciblée dès le déclenchement d'une alerte catastrophe. L'atelier a aussi servi de cadre à un test de paiement des bénéficiaires à travers le registre général du PSIPJ. Ce test visait à démontrer la capacité des outils existants à assurer des transferts monétaires rapides et efficaces au profit des victimes des inondations.

Toutefois, malgré sa mise en place depuis 2015 dans le cadre des filets sociaux, le RSU reste encore insuffisamment approprié et vulgarisé. Face à ce défi, les autorités prévoient, dans le Plan de travail et budget annuel 2026, des actions de grande envergure pour mieux faire connaître cet outil auprès de toutes les administrations publiques et favoriser l'interopérabilité des bases de données nationales.

Fiacre Kombo

VIE SYNDICALE

La CSTC mise sur son 3^e congrès ordinaire

À l'occasion de la traditionnelle cérémonie d'échange de vœux, le président de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), Elault Bello Bellard, a confirmé la tenue du prochain congrès de l'organisation. Un rendez-vous crucial pour les travailleurs congolais qui marquera la fin d'un mandat et le renouvellement de l'équipe dirigeante.

L'ambiance était à la fois solennelle et combative le 28 janvier à Brazzaville. Face aux membres du secrétariat confédéral et aux représentants des différentes fédérations, Elault Bello Bellard a tracé la feuille de route pour l'année en cours, avec un objectif majeur : l'organisation réussie du 3^e congrès ordinaire de la CSTC en juin prochain.

Dans son allocution, le président de la CSTC a tenu à rassurer sa base sur l'aboutissement du programme quinquennal. Pour lui, l'heure est à la finalisation des projets avant le grand rassemblement. « Je vous rassure que les membres du secrétariat confédéral et moi-même ne ménagerons aucun effort pour assurer un bon atterrissage à cette fin d'année 2026. Les préparatifs des travaux du 3^e congrès ordinaire sont déjà en cours », a-t-il déclaré.

S'exprimant au nom des fédérations affiliées, Ngatsé Itoua Mbola a dressé un bilan sans concession de l'année écoulée, qualifiée d'éprouvante pour les travailleurs congolais. Parmi les points noirs relevés, il a évoqué les multiplications des grèves et des licenciements abusifs, la précarité financière ayant entravé l'action syndicale ainsi que le déficit de forma-



Le président de la CSTC lors de la cérémonie des vœux/Adiac

tion. Il a, par ailleurs, lancé l'appel à l'unité avant d'inviter le bureau actuel à poursuivre ses efforts pour obtenir de nouvelles victoires sociales.

Le 3^e congrès ordinaire ne sera pas qu'une simple formalité administrative. Il s'agira d'un moment charnière où une nouvelle équipe dirigeante sera élue pour répondre aux défis

croissants du monde du travail au Congo. En clôturant la cérémonie, Elault Bello Bellard a salué la résilience des syndiqués qui, malgré les tempêtes, restent attachés à la survie et au rayonnement de leur organisation puisque la CSTC met en avant le dialogue.

Rude Ngoma

SÉCURITÉ

La DGSP lève son dispositif dans le Pool

« La consigne au quartier des troupes de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), décrétée le 12 janvier dernier en vue de mener efficacement les opérations militaires dans le département du Pool et ses environs, contre les rebelles ninjas et le grand banditisme, est levée à compter du 27 janvier », indique une note signée du Conseiller spécial, directeur général de la sécurité présidentielle, le général de brigade Serges Oboa.

En rappel, le dimanche 11 janvier dernier, des échanges de tirs dans la périphérie du district de Mindouli, dans le département du Pool, se sont produits entre un convoi de la DGSP et un groupe de ninjas, miliciens « démobilisés », proches de Frédéric Bintsamou dit Ntoui causant des morts.

En partance pour Pointe-Noire dans le cadre de l'opération «zéro kulunas» lancée depuis quelques mois, un convoi de la DGSP avait sur son passage incendié deux motocyclettes en situation irrégulière à Ngamadzambala, à l'entrée de la localité de Mayama située sur la Nationale 1. Tel est le sort réservé aux « deux roues » non-enregistrés dont les détenteurs sont soupçonnés de servir la cause du grand banditisme. Depuis, la troupe avait renforcé son dispositif dans la zone concernée. Le week-end, diverses sources faisaient état d'une opération hélicoptérée des unités de la DGSP pour débusquer les ninjas. La levée de la consigne signifie que le calme est revenu dans le département du Pool et que les populations peuvent à nouveau vaquer librement à leurs occupations.

Les Dépêches de Brazzaville



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr



SANTÉ

Esmo Valérie Maba Moukassa réélue présidente du CCN-Congo

A l'issue de l'assemblée générale de renouvellement des instances du Comité de coordination nationale (CCN) des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme du Congo, tenue le 29 janvier à Brazzaville, l'ancienne présidente Esmo Valérie Maba Moukassa a été reconduite pour un mandat de trois ans.

Après sa réélection, Esmo Valérie Maba Moukassa a salué le soutien précieux du Fonds mondial, dont l'appui a permis d'enregistrer des avancées significatives dans la mise en œuvre des actions du CCN-Congo, notamment dans le renforcement de la réponse nationale face aux trois maladies et la pandémie de covid-19 mais également sur le renforcement du système de santé. « *Malgré quelques avancées, à ce jour on peut dire qu'on n'est pas sortie du bout du tunnel, parce que l'Etat congolais vient de payer sa contrepartie. C'est ça qui faisait défaut dans notre partenariat avec le Fonds mondial. Nous avons payé 4,1 milliards pour faire face aux besoins des personnes vulnérables de notre pays. C'est maintenant à vous, pas seulement CCN, à tout le monde, que ça soit la communauté, de veiller*



Le directeur de cabinet du ministère en charge de la santé et de la population, Donatien Moukassa, dirigeant les travaux/Adiac

à ce que tout ce qu'on va mettre à leur disposition soit bien utilisé. Aujourd'hui, le défi c'est quoi ? c'est qu'aujourd'hui on doit se mettre au travail avec tout le monde », a déclaré la présidente réélue,

félicitant l'ensemble des membres du bureau sortant.

Signalons qu'en termes d'enjeux prioritaires pour le prochain cycle de financement GC8, les principales priorités identifiées sont les suivantes :

la poursuite du plaidoyer pour le respect des engagements de la contrepartie nationale, afin de faciliter la mise en œuvre des subventions ; la documentation rigoureuse du processus de sortie de la politique de sauve-

garde additionnelle ; la revue et/ou l'extension des plans stratégiques nationaux des trois maladies ; l'organisation du dialogue pays et des ateliers d'élaboration de la subvention du cycle 8 du Fonds mondial... A noter que cette assemblée générale du CCN a été tenue conformément au règlement intérieur du dit comité. Pour réaliser les objectifs fixés à la tête du CCN-Congo, la présidente Esmo Valérie Moukassa sera du bureau qui se présente comme suit : vice-président, Oniangué Eddy Clotaire (...).

Guillaume Ondze

« Malgré quelques avancées, à ce jour on peut dire qu'on n'est pas sortie du bout du tunnel, parce que l'Etat congolais vient de payer sa contrepartie. C'est ça qui faisait défaut dans notre partenariat avec le Fonds mondial. Nous avons payé 4,1 milliards pour faire face aux besoins des personnes vulnérables de notre pays. C'est maintenant à vous, pas seulement CCN, à tout le monde, que ça soit la communauté, de veiller à ce que tout ce qu'on va mettre à leur disposition soit bien utilisé. Aujourd'hui, le défi c'est quoi ? c'est qu'aujourd'hui on doit se mettre au travail avec tout le monde »

OPÉRATION « ZÉRO KULUNA »

Le préfet de Brazzaville apporte son soutien

Le préfet du département de Brazzaville, Gilbert Mouanda-Mouanda, a, dans un communiqué officiel datant du 16 janvier, annoncé son soutien à l'opération « Zéro Kuluna » menée depuis quelques mois par les éléments de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP).

« *En sa qualité de garant de l'ordre public, le préfet du département de Brazzaville, dans le souci de voir les populations vaquer librement à leurs différentes occupations, en toute sérénité, dans la paix et la quiétude totale, soutien sans condition, l'opération Zéro Kuluna menée par les services de sécurité de la Direction générale de la sécurité présidentielle* », a annoncé Gilbert Mouanda-Mouanda.

Ainsi, dans le souci de garantir la paix et sécurité retrouvée, le

préfet du département de Brazzaville, sollicite la contribution citoyenne de tous et de chacun en signalant toute présence d'une

quelconque personne ayant un lien avec ce réseau de grand banditisme urbain. « *Le préfet tient à rassurer aussi que l'opération*

en cours Zéro Kuluna est mise en œuvre pour ne traquer que les personnes indésirables vis-à-vis des lois établies. Il veillera personnellement à ce que, à aucun moment, l'ordre public ne soit troublé par qui que ce soit », a-t-il promis.

Selon Gilbert Mouanda-Mouanda, la réussite du scrutin présidentiel qui pointe à l'horizon et que tout le monde veut libre, transparent, équitable et apaisé, dépend de cette opération salvatrice dont les effets sont déjà palpables dans la ville.

« Le préfet tient à rassurer aussi que l'opération en cours Zéro Kuluna est mise en œuvre pour ne traquer que les personnes indésirables vis-à-vis des lois établies. Il veillera personnellement à ce que, à aucun moment, l'ordre public ne soit troublé par qui que ce soit »

Parfait Wilfried Douniama

SOLIDARITÉ

L'association «Mibelle Honoré Mireille Niombela» au chevet du CSI d'Ignié

Des paquets de lait naturel, de sucre, de thé, de savons, de javel et de lingettes ont été remis ce 30 janvier, au Centre de santé intégré (SCI) d'Ignié, dans le département de Djoué-Léfini.

Ce geste de solidarité de l'association «Mibelle Honoré Mireille Niombela» vise à améliorer la prise en charge des patients, en particulier des femmes en maternité et des nouveau-nés.

Situé au cœur de la localité d'Ignié, le CSI assure plusieurs services essentiels, dont la maternité, la vaccination, le laboratoire, les soins médicaux et la pharmacie. Sa gestionnaire, Armande Mamère Dzoumba, a salué ce geste, soulignant les défis quotidiens auxquels fait face la structure sanitaire. « Nous disposons du personnel qualifié, mais nous sommes confrontés à la rareté des médicaments et à un sérieux problème d'accès à l'eau potable, surtout en saison sèche », a-t-elle expliqué.

Selon elle, le centre sanitaire est contraint d'acheter de l'eau auprès des riverains à des coûts variant entre 150 et 500 francs CFA le bidon de 25 litres. Ce don va soulager les bénéficiaires, notamment pour les accouchements. « Les savons et de l'eau de javel vont nous aider à maintenir la propreté du centre de santé », a-t-elle



Du matériel distribué aux femmes à la maternité Adiac

ajouté, avant de lancer un appel à d'autres bonnes volontés. Présidente de l'association, Mibelle Lurlène Okollo Olyba a rappelé que cette action s'inscrit dans la mission sociale de la structure, axée sur le soutien aux mères, en particulier les

mères célibataires. « Le lait est destiné aux mamans qui viennent d'accoucher afin de faciliter l'allaitement. Le thé contribue également à stimuler la lactation. Les savons, la javel et les lingettes servent à l'hygiène du centre et des nou-

veau-nés », a-t-elle précisé. Au-delà de l'aide matérielle, l'association porte un message de solidarité et d'encouragement à l'endroit des femmes ayant choisi de mener leur grossesse à terme. Celle-ci veut leur montrer qu'avoir un enfant

n'est pas un handicap. « Même sans soutien conjugal, une femme peut s'en sortir », a affirmé Mibelle Lurlène Okollo Olyba. L'ambition de l'association va plus loin, de l'accompagnement des mères célibataires vers l'autonomie à travers des formations en couture, esthétique, informatique à l'appui à l'insertion administrative, afin de favoriser leur épanouissement social et économique. Cet élan de solidarité a été chaleureusement accueilli par les autorités locales et les bénéficiaires. Pour le chef de quartier Campement, Brice Ibali, « l'association est l'une des rares, voire la seule, à œuvrer au profit des habitants d'Ignié, notamment les plus démunis ». Même satisfaction chez Ornevie Matondo, une jeune femme venue pour la consultation prénatale, qui s'est dite reconnaissante de cette assistance. Elle a, à son tour, lancé un appel à d'autres bienfaiteurs de soutenir ce centre de santé communautaire qui accueille les patients d'Ignié et des localités environnantes.

Fiacre Kombo

MUSIQUE/RUMBA

Des artistes musiciens français en formation à Brazzaville ont visité le musée galerie du bassin du Congo

Les artistes musiciens français en séjour à Brazzaville, pour la 3^e édition de la formation sur les bases et fondements de la rumba congolaise, ont visité le 29 janvier le musée galerie du bassin du Congo où sont exposés les portraits et photos des pionniers qui ont façonné ce syle musical, à l'instar de Franco, Tabu Ley, Lutumba Simaro, Pepe Kallé, Youlou Mabiala, etc.



LITTÉRATURE

Nouvelle présentation du livre de Théophile Obenga à Paris

Les Éditions Présence Africaine présentent hors les murs, le livre «Reconstruction du Nilo-Atlantique», du Pr Théophile Obenga, à l'ambassade de la république du Congo à Paris

Après l'effervescence suscitée lors de la première présentation à la librairie Présence Africaine, à Paris, en présence de l'auteur le Pr Théophile Obenga et de l'ambassadeur Rodolphe Adada accompagné du ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé, la salle verte de l'ambassade de la République du Congo recevra la nouvelle séance dédicace le lundi 02 février, de 18 h à 20 h, uniquement sur inscription obligatoire.

Cette série de représentations rencontre un réel succès par rapport à son affluence du fait de l'âge de l'auteur, 90 ans le 02 février ; et puis, de la reconstruction du nilo-atlantique évoquée en étant une œuvre linguistique considérable par l'envergure conceptuelle, la richesse documentaire, le raffinement critique et l'harmonie du résultat final. Cet ouvrage se distingue comme une œuvre exceptionnelle en ce début du XXIème siècle.

Yvan Amar assurera la critique littéraire de cette entreprise où l'auteur s'éloigne des égarements linguistiques africains antérieurs, échafaudant des familles linguistiques jamais reconstruites, tels que le «chamitosémitique» et l'«afro-asiatique». Il permettra à l'assistance de déceler la clef de la linguistique historique qui n'est que la méthode comparative.

Marie Alfred Ngoma

EN VENTE

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Ligue des champions, 8e et dernière journée de la phase de ligue

Vainqueur du Slavia Prague (1-4), Pafos échoue aux portes des barrages. Le champion chypriote se classe à la 26e journée, à égalité de points avec le Benfica Lisbonne, 24e et dernier qualifié.

C'est à la différence de but (-3 contre -2) que s'est joué le destin du club de Mons Bassouamina, qui sort la tête haute (2 succès, 3 nuls et 3 défaites). Remplaçant, l'international est, lui, entré à la 77e, alors que son équipe menait 2-1.

Pour Marseille, c'est en revanche la douche froide. Les coéquipiers de Darryl Bakola, resté sur le banc, coulent à Bruges (0-3) et sont doublés sur le fil par Benfica, qui arrache sa qualification au bout des arrêts de jeu grâce à un but de la tête de son gardien, Trubin, face au Real (4-2). Les Marseillais terminent à la 25e place, avec 9 points, comme le Benfica et Pafos. Grosse déception pour l'équipe entraînée par De Zerbi.

Ligue 2, 21e journée

Grenoble bat Amiens 2-1. De retour dans l'axe de la défense, Loris Mouyokolo a été solide défensivement et fait parler son jeu de tête face aux Pi-



cards. Ainsi, sur l'ouverture du score, il prolonge un corner que Benet reprend au second poteau (21e). Chez les visiteurs, Yvan Ikia Dimi est entré à la 61e.

Nancy prend un point à Bastia (0-0). Remplaçants, Néhémiah Fernandez et Faitout Mouassa sont entrés à la 78e.

Montpellier prend les trois points face à Guingamp (3-1). Titulaire en dé-

fense centrale, Yael Mouanga est sorti sur blessure dès la 15e minute.

Pas de vainqueur entre Rodez et le Red Star (1-1). Seul Raphaël Lipinski, titulaire, a joué la rencontre, tandis que Loni Laurent était absent du groupe ruthénois.

Côté francilien, Josué Escartin est resté sur le banc.

Dunkerque (Mayela et Dziki Loussilah) reçoit Annecy ce samedi.

National 1, 19e journée

Septième but de la saison pour Cédric Odzoumo, qui ouvre le score pour Versailles face à Caen (2-1). A la 42e, l'avant-centre, aux six mètres, reprend un ballon relâché par le gardien normand.

C'est encore lui qui récupère un ballon, aux 30 mètres, sur l'action du but de Guillaume pour le 2-1.

Remplacé à la 67e.

Défaite à domicile pour Quevilly-Rouen face à Villefranche (1-2). Jérémie Mounsesse était aligné dès le coup d'envoi. Averti à la 49e.

Remplaçant, Natanael Bouekou est entré à la 61e.

Bourg-Péronnas l'emporte à Concarneau (1-0). Sans Destin Banzouzi, qui n'a plus été appelé dans le groupe depuis le 7 novembre.

Dijon est tenu en échec par Saint-Brieuc (0-0). Sans Prince Obongo, absent de l'équipe 1 depuis fin octobre.

Fleury-Mérogis soumet le Paris 13 Atletico (1-0). Sans Trey Vimalin ni Lorick Nana, non retenus de part et d'autre.

Châteauroux s'incline à domicile face au Puy (0-2). Sans Roger Tamba M'Pinda, qui a quitté La Berrichonne le 28 janvier.

Camille Delourme

Avis d'appel d'offres No. Congo BU_26_RFGS_2007255

Recrutement d'un consultant national chargé de réaliser la revue à mi-parcours du PSN paludisme 2023-2027 et extension du PSN paludisme 2028-2032 avec l'appui d'un consultant international

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'actuelle subvention GC7 du Fonds Mondial de lutte contre le Paludisme, le VIH-Sida et la Tuberculose, CRS veut recruter un consultant national pour appuyer les cadres nationaux à la révision/extension des PSN Paludisme, VIH-Sida et Tuberculose 2023-2027 afin de mieux se positionner pour la prochaine demande de financement GC8 du Fonds Mondial.

Objectifs spécifiques de la consultance :
De façon spécifique, les deux consultants (national et international) auront pour mission de :

- Évaluer l'atteinte des impacts escomptés, ainsi que l'achèvement des effets et produits attendus par rapport aux cibles fixées dans le cadre de la mise en œuvre du PSN 2023-2027 du paludisme, VIH-Sida et tuberculose ;
- Identifier les forces, les faiblesses et les obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du PSN 2023-2027 du paludisme, VIH-Sida et tuberculose ;
- Définir les grandes priorités et stratégies, qui guideront la conception des documents stratégiques nationaux (PSN) de la mise en œuvre de la réponse nationale face au paludisme, VIH-Sida et tuberculose pour la période 2028-2032 ;
- Elaborer le Plan stratégique national (PSN) de la réponse face au paludisme, VIH-Sida et tuberculose pour les périodes 2028-2032 ;

Livrables attendus .
En étroite collaboration, les deux consultants (national et international) devront produire :

- Un rapport final des groupes thématiques ;
- Un rapport final des visites de terrain ;
- Un rapport final de la revue à mi-Parcours du PSN paludisme 2023-2027 ;
- Un rapport final de validation du PSN Paludisme, VIH-Sida et tuberculose 2028-2032 ;
- Un plan stratégique national du paludisme ;
- Des plans de suivi-évaluation du paludisme ;
- Des aides mémoires stratégiques.

Lieu et durée :
Lieu : Brazzaville, République du Congo ;
Durée de réalisation de la mission : 10 jours pour le consultant national

Tout candidat désireux d'avoir le dossier d'appel d'offre peut adresser sa requête à l'adresse grace.mouzabakani@crs.org copie bidcg@crs.org. Pour toute demande de clarification les candidats peuvent appeler le 05 699 78 39.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE**

AFRICAIN, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

**UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS**

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Émissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture

HORAIRE D'OUVERTURE

Du lundi au vendredi **9H-17H**
Samedi **9H-13H**

Adresse : B4 Bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (M'pila), Brazzaville République du Congo

VALORISATION DES DECHETS

Be Green Academy initie les ponténégrins à l'upcycling

Du 26 au 30 janvier dernier, la Be Green Academy de Pointe-Noire a accueilli un atelier de formation pratique dédié à l'upcycling, dans le cadre du cours sur l'économie circulaire et la valorisation des déchets. Pendant cinq jours, les étudiants ont été initiés par des experts internationaux aux pratiques de la mode durable par une délégation venue de Paris.

L'atelier a été animé par Baptiste Lingoungou, professionnel de la mode et fondateur des boutiques Mode Européenne implantées au Congo et au Cap-Vert, et par Hester Vanacker, chercheuse spécialisée en économie circulaire appliquée au secteur de la mode. À travers des sessions théoriques et surtout pratiques, les étudiants ont découvert comment transformer des matériaux usagés en pièces de valeur, tout en intégrant les principes d'une production responsable.

Cette initiative vise à sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux liés à l'industrie textile et à leur transmettre des compétences concrètes favorisant l'innovation, la créativité et la réduction des déchets.

Créée au dernier trimestre de l'année passée, la Be Green Academy est une



Les étudiants en plein atelier/DR

école supérieure spécialisée dans les métiers verts, la transition écologique et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Elle a été fondée par la Dr Okouma Mbella Tchitchelle, directrice du cabinet d'expertise et de conseil en environnement et RSE Horizon International.

À travers ce type d'activités, la Be Green Academy met en œuvre son ambition de devenir un acteur de référence dans la formation aux métiers durables à Pointe-Noire et au-delà.

Notons que l'upcycling est un processus qui consiste à valoriser les produits usagés en leur donnant une nouvelle vie plus qualitative. Concrètement, l'idée est de récupérer toutes sortes de matériaux dont on ne se sert plus pour créer des objets ou produits de qualité supérieure.

Rude Ngoma

NÉCROLOGIE



Prof Diafouka François RIP (1955-2026)

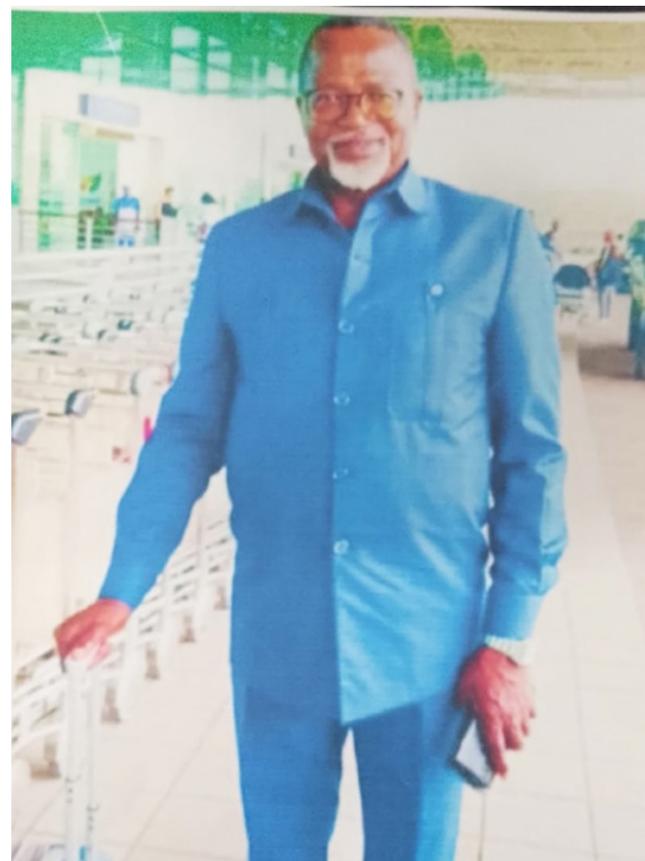
Messe 31 janvier à 12, Cathédrale

Inhumation le même jour à Montpellier

Le Directeur de l'administration et des ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Mr. André-Georges Sassé, chargé des missions du président de la République, décès survenu le dimanche 25 janvier 2026 à Paris (France).

La veillée mortuaire se tient à Manianga (après le viaduc).

Le Directeur de l'administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée



CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Tsiba Anoria Fidelvie.

Je désire désormais être appelée Mpeya Tsiba Anoria Fidelvie

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

CONGO-SÉNÉGAL

Le président Bassirou Diomaye Faye attendu à Brazzaville ce lundi

Dans le cadre d'une visite officielle prévue le 2 février, le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, arrivera à Brazzaville, où il s'entretiendra avec son homologue congolais Denis Sassou-N'Gusso. Les deux dirigeants aborderont les sujets de relations bilatérales et les enjeux régionaux, notamment la situation en Guinée-Bissau.

La visite de Bassirou Diomaye Faye s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les deux et contribuera à renforcer les liens d'amitié entre les deux nations, tant sur les plans économique que politique. Les discussions porteront sur plusieurs sujets clés, dont l'énergie, l'agriculture et les infrastructures. Ces domaines sont essentiels pour favoriser le développement économique et améliorer la qualité de vie des populations des deux pays.

Les autres axes prioritaires identifiés pour renforcer la coopération incluent l'assainissement, l'enseignement supérieur, la défense, les finances, le commerce, ainsi que les zones économiques spéciales. Ces thématiques



permettront de poser les bases d'un partenariat solide et durable entre la République du Congo et le Sénégal. Les deux pays, unis par une « communauté de destin » illustrée par leurs liens historiques entre Dakar et Loango, aspirent à se soutenir mutuellement pour faire face aux défis communs.

Par ailleurs, les deux pays entendent faciliter le partenariat entre la Société nationale sénégalaise d'électricité et la Société énergie du Congo. Ce partenariat représente un « jalon » significatif dans l'optique du renforcement des entreprises africaines, et souligne l'importance de la coopération entre les nations du continent.

Fiacre Kombo

CADRE DE COOPÉRATION 2027-2031

Le gouvernement et l'ONU valident le diagnostic stratégique du Congo

Le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé, et le coordonateur résident des Nations unies en République du Congo, Abdourahamane Diallo, ont lancé le 29 janvier à Brazzaville un atelier de validation des résultats de l'Analyse commune de pays (ACP) 2025. Ce diagnostic servira de boussole à la coopération au développement pour les cinq prochaines années.

L'ACP n'est pas un simple rapport de plus. C'est un exercice indépendant et collectif qui scanne les forces et les fragilités de la République du Congo. Lancé en octobre 2025, ce travail a mobilisé sept groupes de travail inter-agences autour des piliers « 5P » (planète, population, prospérité, paix, partenariats) et des six transitions clés des objectifs de développement durable (ODD).

L'enjeu de ce document constitue le socle du futur Cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable 2027-2031. Le rapport provisoire présenté lors de l'atelier souligne un paradoxe congolais. D'un côté, une économie qui renoue avec la croissance et un désendettement progressif. De l'autre, une croissance qui peine encore à être inclusive. « Les partenaires techniques et financiers contribuent, quant à eux, à la cohérence d'ensemble, à l'identification des leviers d'accélération et à l'alignement des appuis futurs. La société civile apporte un éclairage indispensable sur les réalités vécues par

les populations, en particulier celles qui demeurent en situation de vulnérabilité », a souligné le coordonateur résident du Système des Nations unies. Il a ajouté que pour le Système des Nations unies, cet exercice constitue une étape clé pour renforcer la qualité de son accompagnement, en veillant à ce que ses interventions futures soient mieux ciblées, plus intégrées et davantage orientées vers des changements durables.

L'analyse pointe notamment la volatilité économique avec une dépendance encore marquée au secteur pétrolier, le défi démographique ainsi que les vulnérabilités sociales à travers un chômage des jeunes stagnant à 29 % et des poches de pauvreté touchant près de 48,9 % de la population. Ouvrant les travaux, le ministre Ludovic Ngatsé a insisté sur le caractère opportun de cette rencontre : « Cet



exercice collectif est essentiel pour garantir une appropriation nationale des résultats et renforcer la cohérence des interventions futures. Il permet d'établir un diagnostic partagé, rigoureux et indépendant. » De son côté, le Système des Nations unies a réaffirmé son engagement à ne « laisser

personne de côté. L'accent a été mis sur la nécessité de cibler prioritairement les populations autochtones, les personnes vivant avec un handicap ainsi que les femmes et les enfants confrontés à des privations multiples. L'atelier a permis de confronter les analyses du consultant international avec les réali-

tés du terrain rapportées par l'Institut national de la statistique, le secteur privé et la société civile. Les discussions se sont articulées sur plusieurs leviers d'accélération. Les conclusions de cette journée seront consignées dans une matrice de recommandations opérationnelles. Ce rapport finalisé servira de feuille de route pour élaborer un programme de coopération 2027-2031 qui se veut, selon les mots des organisateurs, « sélectif, réaliste et pleinement aligné sur les priorités nationales ».

Rude Ngoma

L'ACP) est la lecture transversale des évolutions économiques, sociales et environnementales d'un pays par l'ONU. Elle identifie les « goulots d'étranglement » qui freinent l'atteinte des ODD et propose des solutions transformatrices pour les politiques publiques.